

qui la mit en pratique en 1916. La section canadienne, de mieux en mieux organisée, a attiré l'attention. On sait que M. Lambert, du département de l'Agriculture à Québec, est chargé d'y faire valoir les mérites de notre province.

—Les traîtres Charles Hartmann et Henri Guilbeaux—ce Guilbeaux complice à Genève de la révolution maximaliste en Russie!—ont été condamnés à mort. La France continue à se purger...

—Le général Berdoulat est nommé gouverneur général de Paris.

—Mort de Madame la baronne de Charette, veuve du glorieux général.

ALLEMAGNE

—La Bavière serait formée en république de soviets. L'affaire a commencé par l'assassinat du premier ministre, Kurt Eisner, tué d'une balle de revolver par le comte Arcovallé, un étudiant, lequel aurait été tué à son tour. L'assassinat d'Eisner a été suivi de près de ceux d'Auer, ministre de l'Intérieur, par un boucher nommé Lindner, et de Rosshaupter, ministre de la Guerre. Vers le même temps, l'archevêque de Munich, Mgr Faulhaber, aurait été arrêté

pendant des émeutes. On a ensuite annoncé que le premier ministre nommé était Scheid et le ministre de l'Intérieur, Seigitz, deux socialistes majoritaires, et enfin, qu'un conseil national provisoire de soldats et d'ouvriers s'était constitué...

—Le projet de constitution allemande élaboré par Hugo Preuss, a été adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale de Weimar. Nous avons déjà donné les détails essentiels. La question du drapeau, qui a soulevé des difficultés, paraît résolue: l'emblème allemand sera rouge, noir et doré. Les autorités de Weimar ont à faire face à des grèves, soulevées par les Spartacistes, lesquels, dirigés par Hugo Haase, viennent de tenir à Berlin un "conclave" de quatre jours, en vue de renverser Ebert...

AILLEURS

—La grève et l'esprit de révolte bouillonnent à Barcelone. Le roi a suspendu les garanties constitutionnelles dans la province de Lérida, en Catalogne.

Le premier ministre a suspendu les Cortès espagnoles, afin, dit-on, de couper court à l'obstruction de l'opposition contre les projets ministériels de législation ouvrière.



UNE QUINZAINE DE GUERRE



LE président Wilson est reparti dans la direction de Paris, le 5 courant, mercredi dernier.

Il a tout juste eu le temps d'assister à la prorogation automatique du Congrès américain sans que ce corps auguste ait jugé à propos de se prononcer sur la fameuse "Société des Nations" à peine sortie des langes dans lesquels son auteur l'avait à la hâte enveloppée, pour la faire admirer à son peuple ébahi.

Malgré la disposition des chefs de parti à accorder à cette grave question une attention, sinon sympathique, du moins respectueuse, les francs-tireurs du sénat se sont emparés de la discussion et à l'aide d'une savante flibuste ils ont réussi à pérorer jusqu'à la dernière minute de l'existence normale du Congrès.

La veille de son départ, à l'opéra de New-York, le président a dit leur fait à ces obstructionnistes dont il a, à la fois, réprouvé la mentalité, la mauvaise intention et l'ignorance des événements qui se déroulent sur la scène mondiale.

La presse européenne commente à mots plus ou moins couverts l'action destructive du sénat de Washington. En France où l'on n'a pas une fervente admiration pour le poupon du président on ne cache pas une certaine satisfaction devant laquelle on dresse un paravent de regrets sur cette mésaventure.

En Grande Bretagne on commence à trouver M.

Wilson joliment encombrant. Un des plus importants journaux de Londres le "Globe" ne lui ménage pas son opinion. "On ne peut—dit-il—plus longtemps camoufler la vérité. Le président retourne à Paris avec un prestige sérieusement entamé à la suite de l'action du sénat qui n'a pas eu plus de respect pour la "Ligue des Nations" tant vantée, que si c'eût été un simple chiffon de papier. Et il termine son article par ce paragraphe significatif: "Nous prenons la liberté de rappeler à M. Wilson que même la haute position de président des Etats-Unis ne comporte pas celle de régisseur suprême de notre planète. S'il se livre à une enquête raisonnable, il découvrira que pour atteindre un succès sérieux, il est plus sage de suivre cette règle de conduite admirable qui consiste à s'occuper de ses propres affaires."

Pendant que M. Wilson faisait voile du côté de son pays, le premier ministre britannique était, lui aussi, forcé de retourner chez lui à grande hâte pour faire face à la menace d'une grève générale de la part des mineurs et des unions ouvrières fatiguées de faire antichambre et décidées à imposer leurs volontés. L'entente anglo-américaine, privée de ses deux plus importants directeurs n'a eu pour la représenter au Congrès de la Paix que des diplomates de second ordre qui ont été loin d'y avoir l'influence qu'exerçaient les